

TEMPS PARTIEL

I. Le temps partiel

1-1 Le temps partiel sur autorisation

a) Pour convenances personnelles

Le temps partiel est accordé pour la totalité de l'année scolaire, pour une quotité de service comprise entre **50 et 90%** de l'obligation réglementaire de service.

Cette demande de temps partiel est soumise à l'accord préalable du supérieur hiérarchique.

b) Pour créer ou reprendre une entreprise (*et exercer, à ce titre, une activité privée lucrative*)

L'autorisation d'accomplir un service à temps partiel est accordée, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail, pour une durée maximale de trois ans, renouvelable pour une durée d'un an, à compter de la création ou de la reprise de cette entreprise. La quotité de service ne peut pas être inférieure à 50% de l'obligation réglementaire de service.

Une nouvelle autorisation ne peut être accordée moins de trois ans après la fin d'un service à temps partiel pour la création ou la reprise d'une entreprise.

Cette demande doit être accompagnée de toute pièce justifiant de l'existence de l'entreprise.

1-2 Le temps partiel de droit

L'autorisation d'accomplir un travail à temps partiel variable de **50 à 80 %** est de droit :

- **Pour élever un enfant de moins de 3 ans, suite à un congé de maternité, paternité, d'adoption ou parental.**

Il est accordé jusqu'au 3^{ème} anniversaire de l'enfant ou pendant les 3 années suivant l'arrivée de l'enfant au foyer dans le cadre d'une adoption.

Lorsque le temps partiel intervient à l'issue d'un congé de maternité, les personnels sont invités à formuler leur demande un mois avant la fin du congé.

Lorsque l'enfant atteint l'âge de 3 ans au cours de l'année scolaire, il convient de joindre à la demande de temps partiel de droit, soit une demande de temps partiel sur autorisation jusqu'à la fin de l'année scolaire, soit une demande de réintégration à temps complet à la date anniversaire de l'enfant.

NB : Dans le cadre du temps partiel pour élever un enfant de moins de 3 ans ou dans le cadre d'une procédure d'adoption, les personnels peuvent bénéficier de la prestation partagée d'éducation de l'enfant versée par la CAF, dont le taux le plus avantageux correspond à une quotité travaillée de 50%.

- **Pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.**

Cette demande doit être accompagnée d'un certificat médical précisant la nécessité d'une tierce personne.

- **Pour les agents en situation de handicap bénéficiant de l'obligation d'emploi.**

Ce droit est accordé aux fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi relevant de l'article L5212-13 du code du travail (*travailleur handicapé, victime d'un accident du travail ou de maladie professionnelle, titulaire d'une pension d'invalidité, d'une allocation ou d'une rente d'invalidité ou de l'allocation aux adultes handicapés, titulaire de la carte « mobilité inclusion » portant la mention « invalidité »*).

Les enseignants qui sollicitent un temps partiel de droit au titre du handicap doivent rencontrer le médecin de prévention qui donnera un avis sur la quotité.

1-3 Le temps partiel à 80%

Le temps partiel, qu'il soit de droit ou sur autorisation, doit être exprimé en nombre entier d'heures hebdomadaires pour les enseignants. Cependant, les enseignants dont l'obligation réglementaire de service (ORS) est de 18 heures (*certifiés, PLP*) et qui demandent un temps partiel de 80% voient leur service calculé sur une base annuelle au regard des nécessités de services et en accord avec l'intéressé et le chef d'établissement.

Exemple :

Un enseignant dont l'ORS est de 18 heures, ayant formulé une demande pour assurer un service de 80% (soit 14,4 heures), pourra alors effectuer son service de la façon suivante :

- soit il effectue un service de 14 heures hebdomadaires auxquelles s'ajoutera un reliquat de 14,4 heures à répartir sur l'année ;

- soit il effectue un service de 13 heures sur 18 semaines et 15 heures sur 18 semaines, auxquelles s'ajoutera un reliquat de 14,4 heures à répartir sur l'année.

1-4 Le temps partiel annualisé

La possibilité d'effectuer son service à temps partiel sur une base annuelle est ouverte à tous les personnels remplissant les conditions pour accéder au temps partiel sur autorisation ou de droit pour raisons familiales justifiées.

Le bénéfice du temps partiel annualisé n'est accordé que si son organisation reste compatible avec les nécessités de service et la continuité du service public.

Cette demande fait l'objet d'un examen par l'autorité hiérarchique qui peut suggérer des modifications de la répartition proposée par l'agent afin de tenir compte des contraintes du service.

Les demandes de temps partiel annualisé doivent être accompagnées d'un courrier spécifique de l'intéressé qui précisera ses souhaits sur les modalités d'organisation de son service et ses motivations.

En raison des contraintes liées à la préparation de rentrée, les demandes de temps partiel annualisé adressées après le 1^{er} avril 2026 se verront systématiquement refusées.

1-5 Le temps partiel comme modalité des congés de présence parentale et de proche aidant

Le congé de présence parentale et le congé de proche aidant peuvent être pris sous forme de temps partiel.

1-6 Temps partiel dans la perspective d'une demande pour retraite progressive.

Dès lors que le temps partiel (pour convenances personnelles ou temps partiel de droit) est demandé dans le cadre du dispositif de retraite progressive, il convient de demander son estimation de pension partielle dans M@rel sur le site info-retraite :

<https://www.info-retraite.fr/portail-info/sites/PortailInformationnel/home/mes-droits-a-la-retraite/ma-vie-professionnelle-1/evolution-professionnelle/retraite-progressive.html>

Cela permet de vérifier son éligibilité à la retraite progressive.

Pour de plus amples informations sur le dispositif de retraite progressive, les personnels concernés sont invités à consulter la circulaire suivante et notamment son annexe 5:

https://ariane.ac-versailles.fr/pia/jcms/s2_9604402/fr/circulaire-academique-des-retraites-2025/2026

II. Application pour les personnels bénéficiant de dispositifs de pondération

Sont concernés les personnels enseignant dans des divisions de cycle terminal de l'enseignement général et technologique, en section de technicien supérieur (STS) et en établissement classé en REP+.

Les personnels exerçant à temps partiel bénéficient du dispositif de pondération des heures d'enseignement dans les mêmes conditions que les personnels exerçant à temps complet.

Leur quotité de travail sera calculée après application du dispositif dans la limite des quotités réglementaires : entre 50 et 80 % pour un temps partiel de droit ; et entre 50 et 90% pour un temps partiel sur autorisation.

La quotité de travail à temps partiel correspondra à la formule suivante :

$$[(\text{Nombre d'heures d'enseignements assurées} + (\text{nombre d'heures pondérables} \times \text{coefficient de pondération}) + \text{allègement de service éventuel}) / \text{ORS de service}] \times 100$$

Exemples d'organisation du temps de travail :

1. *Un professeur certifié ayant un service complet dans des divisions du cycle terminal de la voie générale formule une demande pour assurer un service hebdomadaire de 9 heures :*

Soit l'enseignant effectue, devant élèves, 9 heures hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,1 au titre de son enseignement en cycle terminal de la voie générale ($9 \times 1,1 = 9,9 \text{ h}$) L'enseignant se verra alors attribuer la quotité de 55 % ($9,9/18$).

Soit, afin d'atteindre strictement la quotité de 50 %, l'enseignant effectue devant élèves 8 heures hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,1 au titre de son enseignement en cycle terminal de la voie générale ($8 \times 1,1 = 8,8 \text{ h}$). Par ailleurs, s'ajoutera un reliquat dû de 7,2 heures organisées dans un cadre annuel (*soit 6,5 heures devant élèves auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,1 si les heures en cause sont effectuées en première ou terminale de la voie générale ou technologique*).

2. *Un professeur certifié formule une demande pour assurer un service hebdomadaire de 11 heures en STS :*

Soit l'enseignant effectue, devant élèves, 11 heures hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,25 au titre de son enseignement en STS ($11 \times 1,25 = 13,75 \text{ h}$). L'enseignant se verra alors attribuer la quotité de 76,4 % ($13,75/18$).

Soit, afin d'atteindre strictement la quotité de 80 %, l'enseignant effectue devant élèves 11 heures hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,25 au titre de son enseignement en STS ($11 \times 1,25 = 13,75 \text{ h}$). Par ailleurs, s'ajoutera un reliquat dû de 23,5 heures organisées dans un cadre annuel (*soit 18,8 heures devant élèves auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,25 si les heures en cause sont effectuées en STS*).

3. *Un professeur certifié formule une demande pour assurer un service hebdomadaire de 13 heures en REP+ :*

Soit l'enseignant effectue, devant élèves, 13 heures hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,1 au titre de son enseignement en REP+ ($13 \times 1,1 = 14,3 \text{ h}$). L'enseignant se verra alors attribuer la quotité de 79,4 % ($14,3/18$).

Soit, afin d'atteindre strictement la quotité de 80 %, l'enseignant effectue devant élèves 13 heures hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,1 au titre de son enseignement en REP+ ($13 \times 1,1 = 14,3 \text{ h}$). Par ailleurs, s'ajoutera un reliquat dû de 3,6 heures organisées dans un cadre annuel (*soit 3,2 heures devant élèves auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,1 au titre de l'enseignement en REP+*).

III. La sur-cotisation

Les services à temps partiel **sur autorisation** peuvent être pris en compte, pour la liquidation des droits à pension, comme une période de travail à temps plein sous réserve d'une sur-cotisation pour la pension.

Cette option est limitée à 4 trimestres. Ces dispositions sont portées à 8 trimestres pour les fonctionnaires handicapés dont l'incapacité permanente est au moins de 80 %. Le taux de cotisation sur la période non travaillée est le taux normal.

Cet accès à la sur-cotisation est étendu au fonctionnaire qui a obtenu un temps partiel de droit pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge, à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.

3-1 La demande de sur-cotisation

La demande de sur-cotisation doit être présentée lors de la demande d'autorisation de travail à temps partiel ou de son renouvellement. Cette option porte sur toute la période visée par l'autorisation de travail à temps partiel dans la limite du nombre de trimestres indiqués ci-dessus.

3-2 Le taux de sur-cotisation

Le taux normal de cotisation est de **11,10 % du traitement brut correspondant à la quotité de temps travail autorisée.**



* **Attention modification importante : les taux de sur-cotisation changent au 01/01/2026**

En présence d'une demande de sur-cotisation, les taux appliqués seront les suivants (taux applicables au 01/01/2026)

Quotité du temps de travail	Taux de sur-cotisation sur traitement à temps plein
A 50 %	25,05%
A 60 %	22,26%
A 70 %	19,47%
A 80 %	16,68%
A 90 %	13,89%
<i>Pour les personnels reconnus handicapés à 80 % (minimum)</i>	11,10 % quelle que soit la quotité de temps travail autorisée

Ces pourcentages de sur-cotisation sont appliqués sur la base d'une rémunération à temps complet.

Exemple établi sur la base des montants en vigueur au 1^{er} septembre 2025

Un professeur certifié classe normale au 6^e échelon et rémunéré à l'indice 497, sollicite un temps partiel à **50%**. Son traitement brut à temps complet équivaut à 2 447 €. Le taux de sur-cotisation s'appliquera donc sur cette base : à savoir **25,05 %** du montant de 2 447 €, soit 612,97 € (au lieu de 271,62 € si l'agent choisit de ne pas surcotiser).

Un courrier précisant le montant de la sur-cotisation ainsi qu'un coupon réponse d'acceptation ou de refus sera adressé aux agents souhaitant bénéficier de cette disposition. Dès lors que cette option est acceptée, la sur-cotisation ne peut plus être ni modifiée ni annulée avant la fin de la période d'exercice à temps partiel.

Le temps partiel **de droit pour élever un enfant né ou adopté à partir du 1er Janvier 2004**, est comptabilisé à temps plein, et à titre gratuit (sans sur-cotisation) pour la liquidation de la retraite jusqu'aux 3 ans de l'enfant dans la limite des plafonds indiqués ci-dessous.

Réduction d'activité pour l'éducation d'un enfant né ou adopté à partir du 1 ^{er} janvier 2004 jusqu'aux 3 ans de l'enfant	Durée maximale ne comportant pas l'accomplissement de services effectifs et pouvant être prise en compte dans la constitution du droit à pension
à 50 %	6 trimestres soit 18 mois
à 60 %	4,8 trimestres, soit 1 an, 2 mois et 12 jours
à 70 %	3,6 trimestres, soit 10 mois et 24 jours
à 80 %	2,4 trimestres, soit 7 mois et 6 jours

IV. Le retour à temps complet

A la fin de la période de temps partiel, l'agent est réintégré à temps complet sans démarche particulière.

V. Situation des personnels obtenant une mutation intra académique

Les personnels ayant demandé et obtenu une mutation pour le 1^{er} septembre 2026 devront solliciter l'avis du nouveau chef d'établissement à l'issue des résultats du mouvement au plus tard le 30 juin 2026.